



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016-2017

REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration et la coordonnatrice les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année.

Nous remercions également la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité en Haïti.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, vice-président
Denise Gagnon, FTQ, présidente
Johanne Gagnon, SFPQ, vice-présidente (jusqu'en avril 2016)
Nathalie Guay, CSN, secrétaire
Line Larocque, FIQ, trésorière

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Daniel Arcand, SFPQ (jusqu'en avril 2016)
Karine Crépeau, FIQ (jusqu'en novembre 2016)
Jean Lacharité, CSN
Daniel B. Lafrenière, CSQ
Atim León, FTQ
Suzanne Prévost, FIQ (à partir de décembre 2016)

Suzanne Audette, CCMM-CSN
Charles-David Brulotte, FPSS-CSQ
Carolle Dubé, APTS (jusqu'en mai 2016)
Micheline Jourdain, AREQ-CSQ
Sylvain Lapointe, STTP-FTQ
Marie-Andrée L'Heureux, Unifor Québec-FTQ
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos-FTQ
Jean Murdock, FNEEQ-CSN
Maxime Sabourin, CRMM-FTQ, TUAC 501
Nicole DeSève, membre individuelle



Une année pleine de nouveaux défis !

Cette nouvelle période se termine par un bilan positif et la réalisation d'importantes activités planifiées l'an dernier

malgré un contexte de grande précarité financière.

Nos projets essentiels de coopération, de solidarité et d'éducation ont pu se concrétiser encore une fois grâce au soutien du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et de tous nos syndicats partenaires mais aussi par le biais d'une équipe formidable engagée dans le développement syndical international pour une plus grande justice sociale mondiale.

Soulignons, au premier plan, notre coordonnatrice qui n'a ménagé aucun effort pour nous mobiliser et assurer la réalisation du plan d'action 2016. Malgré toutes les contraintes rencontrées, elle a su mobiliser l'appui de plusieurs personnes ressources; de stagiaires, de bénévoles extraordinaires que je dois remercier ici au passage pour leur dévouement et leur appui indéfectible apporté au cours des dernières années de mon mandat.

Cette année nos énergies ont porté sur la poursuite et l'encadrement de nos projets de coopération internationale en Haïti et au Burkina Faso et sur toute une série de mobilisations contre les attaques aux droits fondamentaux et aux défenseurs des normes internationales du travail dans le monde.

Nous avons profité du Forum social mondial 2016 à Montréal pour consolider nos alliances, notamment au sein d'une convergence sur le libre-échange, l'extractivisme et le pouvoir corporatif qui a en particulier réunit de nombreux acteurs sociaux des Amériques.

Cette année, nous devons continuer à défendre la primauté des droits de la personne sur le commerce international et dénoncer les violations aux droits syndicaux, notamment le droit

d'organisation et de négociation collective. La promotion du travail décent incluant les protections sociales nécessaires et des emplois durables qui respectent notre environnement reste un incontournable. Nos efforts d'éducation doivent se poursuivre cette année dans nos instances mais aussi vis-à-vis de la population, par exemple pour faire connaître la situation de non-droit en Palestine, situation qui passe malheureusement sous le radar des médias. Nous souhaitons joindre nos forces à plusieurs organisations qui, comme nous, s'attaquent aux nouvelles formes d'exploitation et d'esclavagisme qui se manifestent dans un contexte mondial marqué par des vagues migratoires liées à la précarisation, aux guerres et aux catastrophes qui se multiplient. Cette situation rend vulnérables des populations entières et a un impact sur l'accroissement des inégalités particulièrement pour les travailleuses et les travailleurs, qui en sont les premières victimes.

Le CISO doit également trouver des financements en soutien à sa mission et à ses projets, avec des partenaires comme l'AQOCI. Malgré une plus grande ouverture, le gouvernement canadien n'a pas augmenté le financement global de la coopération internationale jusqu'à maintenant. On est bien loin de l'engagement du Canada de relever son aide internationale à 0,7% du PIB, devant l'ONU il y a près de cinquante ans, engagement réitéré au Parlement en 2005. Cette aide se situe présentement à 0,28% !

Le CISO est la seule organisation intersyndicale dans les Amériques qui œuvre à la fois en solidarité et en éducation populaire pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs. Nous pouvons être fiers de cela et en faire la promotion au sein du mouvement syndical et de la coopération.

Merci à toutes et tous !

Denise Gagnon

ÉDUCATION

Depuis sa fondation en 1975, la mission du CISO, soit de « développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et les travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique », se concrétise à travers son projet éducatif. À cet égard les diverses interactions du CISO avec les centrales syndicales, plusieurs fédérations et syndicats locaux contribuent à renforcer cette solidarité par nos activités d'éducation à la solidarité internationale.

STAGE INTERSYNDICAL AU MEXIQUE

Depuis sa fondation en 1975, le CISO a réalisé plus d'une cinquantaine de stages dans une dizaine de pays qui, au fil des ans, sont devenus des activités emblématiques. Des centaines de stagiaires ont vécu une expérience unique de solidarité, élargissant leurs horizons personnels. Plusieurs stagiaires ont soutenu, tout au long de leurs parcours syndical, un intérêt militant pour la solidarité internationale.

Les stages permettent de former une relève syndicale consciente des enjeux de la mondialisation tout en développant chez elle des réflexes de solidarité internationale. Ils s'inscrivent à l'intérieur de projets menés à long terme par le CISO et ses partenaires internationaux.

Cette année, le conseil d'administration a décidé de tenir les stages sur une base annuelle et que le prochain stage serait au Mexique. Le recrutement des stagiaires est terminé et plusieurs contacts ont été faits avec les organisations mexicaines partenaires. Dix stagiaires se déplaceront au Mexique au début de décembre 2017 afin de :

- Prendre connaissance de la situation des travailleuses et des travailleurs au Mexique en matière de droits syndicaux et de droits humains;
- Échanger sur les luttes et les enjeux d'actualité qui affectent les travailleuses et travailleurs au Québec et au Mexique, tels que : Accord de libre-échange Nord-Américain (ALENA), extractivisme et droits des communautés locales, droits des

femmes travailleuses et des migrant.e.s, privatisation des services publics.

- Favoriser le développement de liens de solidarité entre des organisations québécoises et mexicaines.

Le stage permettra aussi d'alimenter les campagnes de sensibilisation et de promotion des droits menées par le CISO notamment la campagne 2017-2020 contre l'esclavage moderne. Des activités de sensibilisation et des actions de solidarité auront cours en 2018 suite au retour des stagiaires.

LA PRÉCARISATION DU TRAVAIL N'EST PAS UNE FATALITÉ

Cette année, le CISO, avec l'appui de son Comité éducation et du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), a complété la rédaction de 3 fiches éducatives portant sur la précarisation du travail. Il a poursuivi ses efforts de diffusion de ces nouveaux outils lors d'événements publics, ainsi que sur son site et dans les médias sociaux.

Ces brèves fiches vulgarisées visent à expliquer la réalité de la précarisation du travail au Nord comme au Sud, à doter le mouvement syndical québécois d'outils d'éducation populaire simples et adaptés et à encourager la participation à des actions de solidarité internationale pour la défense du droit à un travail décent. Le CISO remercie d'ailleurs Nicole de Sève pour son implication sans relâche à cet effet

À L'ANTENNE CONTRE LA PRÉCARITÉ



Grâce à l'appui du programme FEEPSI, le CISO a réalisé 8 émissions radio intitulées *Le poids du profit* d'une durée approximative de 25 minutes, avec la collaboration de son comité éducation et grâce à un partenariat avec la radio CKUT de l'université McGill qui a appuyé la production et en a assuré la diffusion une fois par mois.

Les thèmes suivant ont été traités :

- Le silence des médias sur les enjeux de solidarité internationale;
- Les travailleuses et travailleurs migrants et le syndicalisme;
- Le libre-échange;
- Les dessous du développement international;
- Les droits des femmes et le travail;
- L'extractivisme et la transition juste;
- Le salaire minimum à 15\$;
- Palestine : Les mobilisations sociales internationales et locales face à l'occupation.

Ces capsules ont aussi été diffusées sur les sites web et les réseaux sociaux du CISO et des syndicats partenaires, permettant de rejoindre un plus large public. Elles sont toujours disponibles sur le la page Mixcloud du CISO :

https://www.mixcloud.com/CISO_Solidarit%C3%A9/

Les capsules répondent aux besoins exprimés par les membres du comité éducation afin de rendre le contenu des fiches plus accessible et flexible, et d'en élargir la portée en les illustrant au moyen d'exemples concrets. Elles permettent aussi d'approfondir la compréhension de la réalité de la précarisation du travail, ici et à l'international, les causes communes de cette précarisation et d'encourager la participation à des actions de solidarité internationale et l'engagement des travailleuses et travailleurs pour la défense du droit à un travail décent à l'international.

FORUM SOCIAL MONDIAL

Le CISO a participé très activement à l'organisation d'activités lors du Forum social mondial de Montréal qui s'est tenu du 9 au 14 août 2016. Le CISO a co-coordonné le comité « Les peuples et la planète avant le profit » intensifiant ses liens de concertation avec plusieurs de

ses partenaires, notamment le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et L'Entraide missionnaire (EMI). Ce comité souhaitait en arriver à des pistes d'actions concrètes pour s'opposer aux dynamiques économiques mondiales liées à l'extractivisme, au libre-échange et au pouvoir corporatif qui engendrent un accroissement des inégalités, une précarisation croissante et l'effritement du respect des droits humains. Cette convergence a permis de rejoindre au moins 1000 personnes sur place. Une liste de diffusion demeure active entre les organisations et individus y ayant participé.

Dans le cadre de ce comité, le CISO a contribué à l'organisation de plusieurs activités, soit :

- Une grande conférence;
- Une action coup d'éclat;
- Deux rencontres stratégiques;
- Une assemblée de convergence;
- Des activités artistiques;
- Un espace de convergence situé à la place Pasteur.



Par ailleurs, le CISO a également présenté son propre atelier ayant pour titre «*La précarisation du travail : Un enjeu au Nord comme au Sud* ». Cet atelier visait à offrir un espace de discussion permettant d'établir des liens entre la précarisation du travail au Nord et celle au Sud et de penser ensemble à des pistes de solutions pour pallier à ce phénomène grandissant. Plus d'une trentaine de personnes provenant d'une dizaine de pays ont participé à l'atelier. Le CISO a aussi collaboré avec les comités Quartier ouvrier et Solidarité internationale.



Hugo St-Laurent | Photographe

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI)

Le CISO est membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et contribue chaque année à l'organisation des journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Tout au cours de l'année, nous participons activement aux comités de coordination nationaux et montréalais.

Pour l'année 2016, sous le thème « À humanité variable », les JQSI ont abordé l'incompréhension et la confusion du public au sujet de la solidarité internationale en questionnant en particulier le silence des médias sur plusieurs enjeux internationaux et la perspective parfois biaisée ou mal informée qui y est présentée.

Dans cette optique, le CISO a dédié la première émission du *Poids du profit* à ce thème par le biais d'une entrevue avec la journaliste Sophie Langlois sur l'absence de l'Afrique dans les médias.

En partenariat avec le CDHAL, le CISO a aussi présenté une exposition-rétrospective des moments-clé de la solidarité entre le Québec et l'Amérique latine, à titre d'histoire alternative.

AUTRES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES

Personnes invitées internationales

Le CISO a pu cette année encore profiter de la venue de militant.e.s engagé.e.s pour organiser des activités d'éducation du public. Le CISO a mis des efforts particuliers afin de se mobiliser avec d'autres groupes pour organiser des événements communs à ces occasions. Ces activités permettent de resserrer des liens de solidarité,

d'appuyer des luttes spécifiques et d'aborder des questions d'actualité.

Conférence avec Aruna Roy et Nikhil Dey du MKSS (Inde)



Profitant de la présence des militant.e.s Aruna Roy et Nikhil Dey à Montréal, le CISO a organisé une conférence le 25 novembre portant sur les mouvements paysans et le travail en Inde. La présentation a été diffusée en direct et un article a été publié dans la revue *À Bâbord* mettant de l'avant les luttes du MKSS, organisme qui défend les droits des travailleurs et des paysans, pour un salaire décent et pour la transparence.

Conférence à Sherbrooke avec Marc-Arthur-Fils-Aimé (Haïti)

Le 2 mai, le CISO a présenté à Sherbrooke la conférence de Marc-Arthur-Fils-Aimé, directeur général de l'Institut culturel Karl-Lévêque (ICKL), en collaboration avec le Carrefour de solidarité internationale de Sherbrooke (CSI). Cette conférence fut l'occasion de revenir sur les origines des mouvements paysans haïtiens, de mieux comprendre leur organisation en associations et leur situation actuelle et de discuter de l'économie solidaire comme piste de solution pour favoriser le développement local.

Midi-causerie avec Marc-Arthur Fils-Aimé, Guy Mpembele et Augustin Tumba Nzuji (Haïti et Burkina Faso)

Le 3 mai, Le CISO a organisé un Midi-causerie pour entendre Marc-Arthur Fils-Aimé directeur général de l'ICKL, Guy Mpembele, Secrétaire général adjoint de l'Union Nationale des travailleurs du Congo (UNTC) en RDC et Augustin Tumba

Nzujj, de la Fédération de l'enseignement UNTC en RDC et membre du Comité syndical franco-phonique de l'éducation et de la formation et de l'Internationale de l'Éducation.

Ce fut l'occasion de partager et de mieux comprendre l'action importante de leur organisation respective afin d'appuyer l'organisation des mouvements paysans et des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle en Haïti et au Burkina Faso.

Ces terres sont à nous (Amérique Centrale)



Le CISO a appuyé la coordination du séjour d'une délégation d'Amérique centrale, notamment pilotée par le CDHAL. Elle était composée de : Bernardo Belloso président de l'Association du développement du Salvador (CRIPDES); Yanira Cortez Estevez, avocate spécialiste en droits humains et en environnement du Salvador; Javier Mejía, économiste et coordonnateur du programme sur la gestion des ressources naturelles au Centre Humboldt du Nicaragua; et de Aleisar Arana Morales, leader du Parlement de la Nation autochtone Xinka du Guatemala. Autour du thème « Ces terres sont à nous », le CDHAL, le CISO ainsi qu'une coalition d'organisations ont contribué à l'organisation d'une conférence publique. Le CISO a aussi organisé une action citoyenne afin d'appuyer les revendications de nos alliés d'Amérique centrale en faveur de l'autodétermination des peuples autochtones affectés par des projets miniers. Cette action visait à mettre de l'avant la nécessité d'un consentement libre, préalable et éclairé avant toute exploitation des ressources sur le territoire d'une

communauté, en particulier d'une communauté autochtone.

Formation sur la décolonisation avec le PASC

Le CISO a organisé une formation « Décoloniser nos solidarités » avec la collaboration du Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC) destinée à son conseil d'administration élargi afin de réfléchir aux pratiques de solidarité, de l'idéation, à la planification et à la mise en œuvre des projets, afin de questionner éthiquement nos choix et de limiter le plus possible les rapports de force historiques entre nations et entre communautés. La formation a été un lieu ouvert d'échange sur nos pratiques et leurs implications dans le but d'arriver à travailler d'égal à égal, dans une réelle solidarité.



Au cours de l'année, le CISO a accueilli ou collaboré avec d'autres personnes invitées internationales :

- Pascal Kere, coordonnateur projet Cible travail décent, Burkina Faso;
- Luis Fernando Arias, Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC : Organización nacional indígena de Colombia);
- Lorena Cabnal, Guatemala;
- Bernard Thibault, membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail.

PLAIDOYER

MÉMOIRE AU MRIF

Dans le cadre des consultations du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) en octobre 2016, un mémoire a été soumis par le CISO et ses membres faisant des recommandations quant aux orientations essentielles de la nouvelle Politique internationale du Québec. En particulier, le CISO et ses membres y ont demandé l'adoption d'une approche holistique basée sur le respect des droits humains, la cohérence de l'action internationale du gouvernement du Québec et ont plaidé en faveur d'un partenariat entre égaux, basé sur la réciprocité avec les partenaires d'ailleurs dans le monde. Le document dresse un portrait de plusieurs des principes-clé de la solidarité pour le CISO.

PÉTITIONS ET DÉCLARATIONS

Tout au long de l'année, le CISO a effectué une veille internet et a assuré la diffusion de pétitions en lien avec sa mission, notamment pour la libération et la protection de syndicalistes. Il a aussi été impliqué dans la concertation des groupes autour de ces initiatives :

- Face aux risques associés à l'approbation d'une Loi sur la sécurité intérieure au Mexique, visant à légitimer l'intervention de l'armée dans les actions de sécurité publique, le CISO, en partenariat avec le CDHAL d'autres organisations sociales des Amériques, ont fait circuler une déclaration qui a recueilli la signature de 26 organisations et 78 personnes. Les organisations mexicaines ont déposé ce document auprès du gouvernement mexicain en juin dernier pour demander le rejet de cette loi à l'ouverture de la prochaine session parlementaire.
- En mars 2017, une concertation d'organismes, dont le CISO, recevait M. Luis Fernando Arias Arias, leader autochtone de Colombie de l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC). Une déclaration commune a ensuite été rédigée demandant notamment la protection de la vie des leaders sociaux en Colombie, où les décès de syndicalistes et de défenseur.e.s des droits humains ne cessent d'augmenter, ainsi que

l'application du chapitre sur les peuples ethniques des accords de paix, même dans le cadre d'une procédure accélérée de mise en œuvre du processus de paix.



- À l'occasion de la commémoration du Rana Plaza, le 24 avril dernier, une lettre d'opinion rédigée par la coordonnatrice a été publiée dans les médias réclamant une plus grande transparence dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, en lien avec une campagne de dénonciation d'une grande compagnie canadienne portée par l'un des membres du CISO. La campagne a été diffusée sur les médias sociaux du CISO et a fait l'objet d'un article dans *l'Autre journal*.

ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires partageant les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud mondialisé, et qui luttent pour la justice et la démocratie. La participation à ces organisations sera maintenue.

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Le CISO demeure un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et y a délégué sa coordonnatrice au conseil d'administration pour la seconde année de son mandat.

Concertation pour Haïti (CPH)

La Concertation pour Haïti (CPH) coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir la promotion des droits

humains et des libertés fondamentales en Haïti, du développement solidaire et de la sensibilisation du public. Le CISO a maintenu sa participation à la CPH. La coordonnatrice et Marie Marso-lais, membre individuelle et militante du CISO, y sont déléguées.

En juillet 2016, la CPH a soumis le *Mémoire de la Concertation pour Haïti présenté au gouvernement du Canada dans le cadre de l'examen de l'aide internationale*. On peut le lire à l'adresse suivante <http://www.agoci.qc.ca/?Memoire-de-la-Concertation-pour>

Le 3 mai 2017, au sein de la CPH, et en partenariat avec le Comité d'actions contre la décision 168-13 de la République dominicaine, le CISO a participé activement à l'organisation d'une conférence sur les expulsions des travailleurs haïtiens ou d'origine haïtienne par la République dominicaine : *Racisme, exploitation, expulsions : À la défense de milliers de personnes d'origine haïtienne expulsées de la République dominicaine*. Le CISO a de plus donné son appui à deux lettres de la CPH visant à dénoncer le racisme, l'exploitation et les expulsions de milliers de personnes d'origine haïtienne de République dominicaine



**Mercredi
3 mai 2017
18h**

- 18h - Présentation du film «Citoyens de nulle part» en présence du réalisateur Nicolas Alexandre Tremblay.
- 19h - Présentations-échanges sur la brutalité des expulsions et l'iniquité des mesures juridiques de la République dominicaine, les responsabilités de l'État Haïtien, les actions menées au Québec depuis plus de 25 ans. Des actions seront proposées pour presser les gouvernements concernés de trouver des solutions à ces injustices.

Centre N A RIVE
6971, rue Saint-Denis (angle
Bélanger, métro Jean-Talon)

Entrée gratuite
Un léger goûter sera servi

COMITÉ D'ACTIONS
CONTRE LA DÉCISION 168-13
DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Concertation
Haïti

suite à l'arrêt 168-13 du Tribunal constitutionnel. Le CISO a de plus appuyé la projection du film « Citoyens de nulle part » de Nicolas-Alexandre Tremblay lors de la soirée.

Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits

La coordonnatrice siège au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

Ligue des droits et libertés

Le CISO est membre de la Ligue, participe à ses activités et contribue à leur diffusion.

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Bien que le CISO ne soit pas un membre régulier du Réseau, il a participé cette année à la réflexion sur les mobilisations continentales autour de la renégociation de l'ALENA notamment en ce qui concerne les enjeux au Mexique afin d'alimenter la préparation du stage de décembre 2017 dans ce pays.

COMMUNICATIONS

L'information et la communication par le biais des médias sociaux ont pris une plus grande ampleur ces dernières années, notamment grâce à la collaboration assidue de plusieurs bénévoles et des stagiaires. Il est également important de souligner la bonne présence médiatique que le CISO a réussi à maintenir tout au long de l'année 2016-2017.

Facebook

Cette année, la page Facebook du CISO a dépassé les 2 100 abonnés avec un nombre record de 2 107 mention j'aime

Site internet

Les nouvelles du CISO, les actualités, les actions urgentes, l'agenda et les nouvelles en direct d'Haïti, sont les rubriques du site qui sont actualisées régulièrement.

On compte au moins 6 400 usagers pour le site au courant de l'année dernière.

Bulletin électronique

Il y a présentement 1 379 personnes abonnées au bulletin du CISO, en comparaison avec 1 290 en 2015-2016.

Twitter

Le compte Twitter du CISO compte maintenant 1 919 personnes abonnées, soit 654 de plus que l'an dernier.

Présence dans les médias

Cette année encore, le CISO a bénéficié d'un grand rayonnement dans les médias québécois mais aussi internationaux. En plus des nombreuses parutions dans les publications de nos membres, mentionnons les publications suivantes :

- N'arrêtez pas d'acheter, *Les Alter Citoyens*, 21 juin 2016 ;
- Des nouvelles du Bateau des femmes pour Gaza, *L'aut'journal*, 06 octobre 2016 ;
- Castro, ni ange, ni démon!, *Le Journal de Montréal*, 27 novembre 2016 ;
- Libre-échange Canada-Europe : plus de 450 organisations sociales contre l'accord, *L'aut'journal*, 01 décembre 2016 ;
- Coordination intersectorielle pour l'emploi - cible travail décent : La phase II du projet officiellement lancée, *Le Quotidien*, 18 décembre 2016 ; (Burkina Faso)
- Les minières canadiennes en Amérique centrale, *L'aut'journal*, 28 mars 2017 ;
- Le MKSS en inde : Mémoire de deux luttes populaires exemplaires, *À bâbord*, avril/mai 2017 ;
- Le CISO au Burkina Faso, 25 avril 2017 site de la CSI;
- Le Rana Plaza 4 ans plus tard : exigeons plus de transparence, *Huffington Post Québec*, 24 avril 2017 ;
- Perdre sa vie à la gagner, *L'aut'journal*, 28 avril 2017 ;
- Extractivisme canadien: renforcer la solidarité (Amélie Nguyen en collaboration avec Éva Mascolo-Fortin et Carla Ayala) *Revue Droits et Libertés*.
- Trabajar junt@s contra la codicia de las grandes transnacionales, *Jornada del campo*, 17 juin 2017. (Mexique)

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le CISO est un lieu de convergence de l'action syndicale en matière de solidarité internationale. Il joue un rôle de levier pour l'appui à des organisations et à des projets et des initiatives communes sur une base intersyndicale.

Rencontre trinationale au Mexique en mai 2017

Grâce à un appui du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), la coordonnatrice s'est jointe à la délégation québécoise et a participé à la rencontre trinationale des mouvements sociaux sur l'ALENA au Mexique en mai 2017.



Ce fut l'occasion de rencontrer plusieurs groupes syndicaux et de défense des droits humains mexicains et américains, mais aussi de prendre position collectivement entre les délégations du Canada, du Québec, des États-Unis et du Mexique contre le modèle actuel de libre-échange et pour une solution alternative, basée sur le respect de la souveraineté des peuples et des droits humains. Le CISO a ainsi participé à l'organisation et à la facilitation de l'événement. Les groupes en ont appelé à la relance d'une coalition plus permanente de solidarité entre les mouvements sociaux des trois pays autour de l'ALENA, mais aussi à plus long terme.

Appel de solidarité avec la communauté d'Orangers suite au passage de l'ouragan Matthew

Suite à l'ouragan Matthew, événement destructeur survenu en octobre 2016 en Haïti, le réseau

du CISO a pu offrir un soutien financier d'urgence à la communauté d'Orangers grâce à la mobilisation solidaire de plusieurs de nos membres organisationnels et individuels. L'appel a permis de recueillir rapidement plus de 15 000\$ et d'acheminer ces fonds à nos partenaires, encourageant une solidarité à petite échelle, par des projets de proximité, mis en place par les organisations locales en Haïti.

Avec les fonds recueillis, nos partenaires, ont rapidement pu réagir face à la crise par les actions suivantes :

- Le toit de la cassaverie (boulangerie où on produit des galettes de manioc) a pu être reconstruit, appuyant le maintien d'une activité économique locale;
- 46 familles sinistrées, sélectionnées par les organisations paysannes parmi les plus démunies de la communauté, ont reçu des tôles pour rebâtir le toit de leur maison et faire face aux intempéries;
- Les paysan.ne.s ont pu acquérir des semences de haricot et des boutures de manioc en prévision de la prochaine saison agricole ;
- 2600 familles ont reçu des tablettes de purification de l'eau et des sels de réhydratation orale pour répondre aux risques de propagation du choléra.



Appui à la participation syndicale au sein de l'université populaire et intersyndicale organisée par l'ICKL

Le CISO a contribué cette année au succès de l'université populaire d'été de l'Institut culturel

Karl-Lévêque. Les objectifs de cette activité d'éducation étaient : d'aider les cadres des organisations populaires à questionner le mouvement social à travers son histoire pour mieux se l'approprier; et de sceller les liens entre l'économie sociale et solidaire et le mouvement social pour limiter les risques de déviation de l'une et de l'autre. L'Université a cette année encore permis de mobiliser 80 personnes des mouvements sociaux haïtiens pour une semaine de formations et de réflexions autour de la mise en œuvre de l'économie solidaire.

Appui à l'organisation de l'économie informelle au Burkina Faso



En décembre dernier, des membres de l'équipe du CISO se sont rendus au Burkina Faso à l'occasion du démarrage d'un nouveau projet : « Coordination Intersectorielle Burkinabé pour L'Emploi – CIBLE travail décent ». Ce projet, qui s'échelonnnera sur les 3 prochaines années, sera mis en œuvre en collaboration avec une coalition d'organisations de la société civile burkinabé avec l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF). Il constitue en quelque sorte une seconde phase du « Projet d'appui au secteur de l'économie informelle » entrepris par le CISO en 2014.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- 1) Améliorer les capacités des organisations syndicales et associations féminines burkinabé de travailler conjointement pour défendre les intérêts des travailleuses et des travailleurs de

l'économie informelle et pour assurer leur représentation effective ;

2) Permettre un accès accru des travailleuses et jeunes travailleurs de l'économie informelle à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso aux ressources d'appui à leurs activités économiques et à la défense de leurs droits grâce à des mécanismes collectifs.

Plus spécifiquement les activités de ce projet consistent à :

- Consolider la concertation entre groupes syndicaux des secteurs impliqués et la coordination nationale de la Marche mondiale des femmes ;
- Créer deux centres de référence pour les travailleuses et les travailleurs, l'un à Ouagadougou et l'autre à Bobo-Dioulasso ;
- Offrir des formations sur les droits syndicaux, sur l'économie sociale et l'amélioration des pratiques des travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle, notamment en matière de santé et sécurité ;
- Réaliser des activités de plaidoyer participatives au sein des organisations syndicales et auprès du gouvernement afin d'assurer une reconnaissance de l'économie informelle et de ses travailleuses et travailleurs dans leurs politiques et pratiques, favorisant en particulier l'implication des femmes ;
- Appuyer le développement de structures collectives d'entraide, comme par exemple, des mutuelles.

Au cours de l'an 1, le centre d'appui aux travailleuses et travailleurs a été mis en place à Ouagadougou et offre des services de consultation et de référence. Le centre de Bobo-Dioulasso est en voie d'être actif. Une conférence publique a été organisée par les partenaires à l'occasion du 8 mars ainsi qu'un weekend des travailleurs et une rue marchande organisée par le projet. Des formations sont en cours d'élaboration par les partenaires. Au 30 juin, le projet avait donc rejoint plus de 18700 personnes.

COALITION QUÉBÉCOISE CONTRE LES ATELIERS DE MISÈRE (CQCAM)

La Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) est une table de concertation coordonnée par le Centre international de solidarité internationale.

Recherche sur l'imputabilité des transnationales

Grâce à la contribution d'Hugo Romero agent d'éducation au CISO, la CQCAM a réalisé cette année un bref projet de recherche sur les mécanismes existants pour assurer l'imputabilité des compagnies transnationales à l'étranger, faisant état de leurs importantes limites. Cette recherche présente aussi plusieurs exemples de mobilisations locales ou internationales quant à cet enjeu-clé pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs. De plus, s'appuyant sur ce travail, la CQCAM a amorcé cette année la réflexion en vue de mettre en œuvre une campagne d'éducation du public pour lutter contre l'esclavage moderne, notamment pour les travailleuses domestiques et dans les chaînes de production internationalisées.



INFRASTRUCTURE

Contribution des membres

En 2016-2017, le niveau de contribution des membres a légèrement diminué pour atteindre 94 090\$, comparativement à 95 760\$ pour l'année 2015-2016.

Financement du MRIF

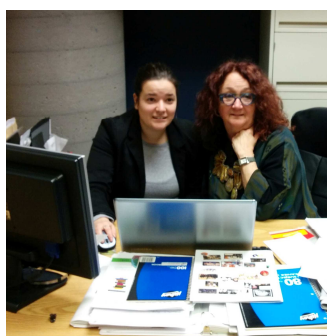
Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

- Une demande a été présentée au Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI) pour l'année 2016-2017. Une subvention de 10000\$ nous a été accordée.

- Un projet a été présenté au ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) dans le cadre de l'appel à propositions Québec sans frontières 2016-2017 pour le volet stage OCI et il a été obtenu.
- Le CISO bénéficie en 2016-2017 d'une subvention de 30 000\$ dans le cadre du financement triennal du Programme d'appui à la mission éducative (PAME).
- Le CISO bénéficie en 2016-2017 et pour les 3 prochaines années du Programme québécois de développement international pour mettre en œuvre le projet CIBLE-Travail décent au Burkina Faso avec les partenaires syndicaux et de la société civile burkinabé.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen est la coordonnatrice du CISO.



Durant 38 semaines, le CISO a pu compter sur l'apport de Sara Germain, à titre de stagiaire dans le cadre du programme Québec sans frontières du ministère des Relations

internationales et de la Francophonie du Québec. En tant qu'agente d'éducation, elle a contribué avec dévouement à la réalisation de plusieurs actions du volet Éducation comme les capsules radio et les fiches d'éducatives.

Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement.

Une quarantaine de personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Nicole de Sève au volet Éducation et de Marie Paradis, qui appuie la réalisation des activités du volet Solidarité et Coopération internationales.



COMITÉ ÉDUCATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Éducation, en 2016-2017 :

- Nicole de Sève, CISO
- Sara Germain, CISO
- Priscilla Bittar, CCMM-CSN
- Luc Brunet, AREQ-CSQ (jusqu'à décembre 2016)
- Karine Crépeau, FIQ (jusqu'à octobre 2016)
- Denise Gagnon, FTQ
- Amélie Nguyen, CISO
- Suzanne Prévost, FIQ (à partir d'octobre 2017)
- Marie-Josée Rousse, CSQ

Ce comité s'est réuni à 2 reprises.

C'est avec une grande tristesse que le CISO note le décès du militant Luc Brunet qui a fait preuve d'une grande générosité et d'un grand engagement envers l'organisation au fil des ans.

COMITÉ COOPÉRATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité coopération en 2016-2017 :

- Amélie Nguyen, CISO
- Luc Allaire, CSQ
- Denise Gagnon, FTQ
- Nathalie Guay, CSN
- Line Larocque, FIQ